

L'apparition d'une nouvelle génération politique

À entendre la frénésie interprétative qui a saisi le petit monde parisien de l'intelligentsia médiatique, il semblerait que nous soit arrivée « une chose d'un autre monde », un objet sociologique non identifié. La surprise fut telle, qu'exceptionnellement les pétitionnaires professionnels sont arrivés après la bataille. Bourdieu, Deleuze, Derrida, Duras, Guattari, Lyotard, Morin... ont uni leurs plumes et leur sagesse pour émettre le 9 décembre un oracle historique et appeler « l'ensemble des intellectuels et artistes de toutes disciplines à s'associer à eux pour affirmer leur solidarité entière avec l'actuel mouvement étudiant et lycéen. Un tel mouvement témoigne du renouvellement décisif de sensibilité qui est à l'œuvre dans les jeunes générations. Il est porteur d'exigences de dignité, d'égalité et de respect d'autrui, auxquelles il serait scandaleux de ne pas répondre [...] ». On comprend à la densité du message qu'il n'ait pas fallu moins de vingt jours pour en accoucher.

« Ils croyaient qu'on dormait. On faisait juste semblant... »

Pourtant, pour peu que l'on élève le regard au-dessus des murettes moroses de l'Hexagone national, les prémisses de cette explosion de la jeunesse ne manquaient pas.

À moins de céder à une illusion rétrospective sur ce que furent les années précédant 1968, il ne fait aucun doute que la jeunesse a fait preuve ces dernières années, à l'échelle européenne, d'une activité politique incomparablement plus intense que les générations passées. Lorsqu'on

dénombre des centaines de milliers de manifestants contre les armes nucléaires, la guerre, ou l'Otan, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Hollande, en Italie, il s'agit dans leur grande majorité de jeunes de moins de vingt-cinq ans. C'est également le cas dans les grandes mobilisations écologistes en Allemagne, en Suisse ou en Autriche. La jeunesse était aussi présente dans la solidarité avec la grève des mineurs en Grande-Bretagne, dans les deux marches de plusieurs dizaines de milliers de jeunes contre le chômage en Belgique en 1984 et 1985.

En France, cette radicalisation s'est aussi exprimée, dans le contexte particulier du gouvernement de gauche entre 1981 et 1986, notamment sur le terrain de l'antiracisme, à partir de la première marche des jeunes Beurs en 1983, puis avec l'impact national de SOS Racisme.

Cette activité de la jeunesse était un fait visible, à l'encontre des ruminations paternalistes de *has been* désenchantés sur le thème de la « bof génération ». Elle était parfaitement logique et compréhensible. La jeunesse est traditionnellement la « plaque sensible » ou le « maillon faible » d'une société. Parce qu'elle est disponible, en transition entre un milieu familial et un avenir professionnel. Or, ce trait général revêt aujourd'hui une toute particulière acuité.

D'une part, du fait des mutations sociales du dernier quart de siècle. Le nombre de lycéens et d'étudiants a quadruplé entre 1958 et 1982. Désormais, dans une proportion de 70 %, la jeunesse est scolarisée jusqu'à dix-sept ans. Cette tendance élargit la réincorporation du travail intellectuel dans le travail productif, déjà notée en 1968. L'extension du travail féminin durant cette même période donne une place nouvelle aux jeunes femmes dans le sys-

tème éducatif : elles conçoivent désormais la formation professionnelle comme un droit égal à celui des hommes. Enfin, en France, l'école primaire et secondaire devient un creuset où se joue l'unification dans une même lutte de jeunes d'origines nationales et culturelles diverses.

D'autre part, jouent les circonstances politiques. On a souvent dit et répété ces dernières semaines que la nouvelle génération est sans utopie et sans illusions. Mais ceux et celles qui sont nés en 1968, et qui avaient douze ou quinze ans en 1981, sont aussi sans désillusions. Ils n'ont rien connu d'autre que la réalité et l'approfondissement de la crise, et ils découvrent pour la première fois la droite à l'œuvre. Tout cela dans un contexte d'affaiblissement des formes d'encadrement politique et syndical à tous les niveaux de la société.

Une lectrice de *Libération* écrit joliment, évoquant à son insu la métaphore du « réveil » chère à Walter Benjamin : « Ils croyaient qu'on dormait. On faisait juste semblant [...] ». À force d'être objet de discours et de spéculations sociologiques de la part de l'encombrante et bavarde génération précédente, atteinte du syndrome de sénescence politique précoce (« Nous, de notre temps... »), il était prévisible qu'une génération nouvelle prendrait à cœur de parler pour elle-même.

Jusqu'à présent, son activité politique était à base de grands refus : de la guerre atomique, des catastrophes écologiques, du pillage du tiers-monde, du racisme et des discriminations. Refus radicaux, dont on sentait monter la radicalisation. Mais refus sans contreparties positives, sans projets « vers l'avant », ni utopies concrètes.

Et pourtant, la lutte ne se nourrit pas que de refus. Toute résistance se soutient d'un espoir de libération. Il fallait donc réinventer

les voies et les mots de cette libération. C'est ce qui est en gestation dans les luttes actuelles.

Démocrates, oui, jusqu'au bout !

Les manipulations morales sont aussi dangereuses que les manipulations génétiques. La droite a été châtiée par où elle avait péché. Elle a confisqué pour sa campagne électorale l'image de la jeunesse. Bras dessus, bras dessous et cravates au vent : elle a mis en affiche la querelle de l'archaïsme et de la modernité. Le libéralisme, c'est la jeunesse... La compétition, c'est la vie... Le marché, c'est naturel...

Cette modernité-là a la forme de la nouveauté sans le contenu. Difficile de faire croire longtemps à une révolution intellectuelle dont les maîtres penseurs seraient Tocqueville, Raymond Aron et Raymond Barre. Difficile de faire oublier que le culte des gagnants a pour corollaire le malheur des perdants, qui sont toujours les plus nombreux ; et que l'odyssée des décideurs a pour face cachée la mise au pas des « décidés ».

Comme, au fil des jours, il devenait de plus en plus insoutenable de dissenter sur l'apolitisme de la jeunesse en lutte, Serge July lui a concédé une forme particulière et tempérée d'expression propre. Après les nouveaux philosophes, les nouveaux libéraux et les nouveaux romantiques, sonnerait l'heure des nouveaux démocrates. Soit ! Démocratie contre libéralisme, ce n'est déjà pas si mal. Mais reste à savoir quel type de démocrates, qui prennent la démocratie trop au sérieux pour la laisser aux journalistes et aux parlementaires.

La logique sociale de la démocratie.

Il y a d'abord une logique sociale de la démocratie, qui part de la lecture critique du projet Devaquet, épluché, disséqué et commenté dans les classes et les amphithéâtres comme jamais n'avaient été lues et critiquées la réforme Fouchet ou la loi Faure. C'est l'une des plus gros-

sières erreurs gouvernementales. En quelques jours, la couche la plus vigilante de quelques milliers d'étudiants et de lycéens, celle qui remplit les assemblées et emporte les décisions, avait assimilé le noyau dur de la réforme : l'éclatement des formations, l'adaptation des filières à la demande et au financement privé, l'accréditation de diplômes locaux et régionaux au détriment des diplômes nationaux, le tout allant dans le sens d'une formation de plus en plus adaptée à la segmentation des qualifications, à la flexibilité de la main-d'œuvre et à sa mobilité géographique.

Dès lors, les corrections annoncées par Chirac ou Monory devenaient impuissantes à diviser le mouvement et à le démobiliser. Leurs arguments essentiels tenaient en deux points.

L'université aurait deux vocations distinctes : une vocation de culture générale et de transmission des connaissances ; une vocation de formation professionnelle adaptée aux impératifs de l'emploi. Comme si la culture générale ne faisait pas partie à part entière de la qualification, et comme si la qualification ne faisait pas partie de la culture générale d'une société. Pour peu que l'on considère l'emploi et les études comme des droits démocratiques au même titre que la santé, il n'y a jamais trop de jeunes en formation ni trop formés. Une société qui fixe des quotas et contingente son intelligence est déjà sur la pente de la barbarie.

L'université formerait, selon la formule de M. Toubon, des « paquets de futurs chômeurs » inadaptés au marché du travail. Or, quiconque ouvre un journal et consulte les statistiques mensuelles constate qu'il y a 2 500 000 chômeurs déclarés (sans compter les chômeurs cachés ou demi-chômeurs), que M. Séguin en personne déclare « incompressibles », alors qu'il n'y a que 100 000 offres d'emploi non satisfaites. Donc, les patrons n'ont pas besoin d'étudiants mieux ou

autrement qualifiés. Ils ne proposent pas d'emplois, qualifiés ou non. Le chômage n'est pas une conséquence de carences du système éducatif, mais un fléau qui résulte de la logique sociale d'ensemble. Dès lors, rien ne sert de sélectionner à tous crins et à courte vue pour répondre aux impératifs du marché.

Il faut inverser le propos et considérer emploi et formation comme des droits sociaux imprescriptibles, comme un élargissement des droits de l'homme du terrain politique à celui de l'égalité sociale : une société a le devoir de garantir à ses membres l'accès aux ressources par l'accès à l'emploi. De là s'enchaînent dans les amphithéâtres et les commissions des débats passionnés sur les choix budgétaires, le temps de travail et la définition des besoins sociaux.

Prise au sérieux, surtout en temps de crise, la démocratie mène loin. Alors que les libéraux font de leur mieux pour la circonscrire sur le terrain des droits institutionnels et électoraux, le retour en force de son contenu social rend à la démocratie son potentiel subversif.

L'État remis à nu

Comme un malheur, pour les libéraux aussi, ne vient jamais seul, la résurrection de la démocratie sociale coïncide avec la redécouverte du noyau dur de l'État.

Le credo néolibéral avait annoncé un repli de l'État, un allègement de ses fonctions économiques, administratives, bureaucratiques. Et voilà qu'une génération entière découvre que « moins d'État », c'est en réalité moins d'éducation, de santé, de protection sociale et plus de contrôle sur l'information, plus de budget militaire, plus de surveillance sécuritaire.

On lui avait tant parlé de démocratie qu'elle y croyait.

À force d'être gavée de sondages, elle avait fini par imaginer que le sondage a force de

vérité et la majorité d'opinion force de loi. Devaquet l'avait maladroitement encouragée dans ce sens en annonçant que la manifestation du 4 décembre aurait valeur de test. Au même moment, les inévitables sondages annonçaient que près de 70 % de la population (la relation aux parents a pesé à plein) était avec les jeunes pour le retrait de la loi.

Dans la rue comme dans les sondages, le résultat du référendum populaire était donc sans ambiguïté. Mais pour un gouvernement déjà habitué à marcher au 49.3, il n'était pas concevable pour autant que la rue fit la loi. Nouvelle leçon de choses, où l'on voit s'effeuiller la parure libérale de l'État, soudain révélé dans le « simple appareil » répressif qui constitue son essence irréductible.

Une nouvelle citoyenneté apolitique ?

Toujours prodigue en formules, July a aussi parlé de « nouvelle citoyenneté », à propos d'un mouvement qu'on s'obstinait à qualifier d'apolitique.

Curieux apolitisme, pourtant, d'un mouvement unitaire et démocratique qui se méfie du vedettariat médiatique mais assume sans état d'âme d'avoir pour porte-parole David Assouline, dont les convictions et l'appartenance politique s'étalent dans tous les journaux bien intentionnés ; qui juge chacun sur ses actes et le respect des mandats, sans vouloir contrôler les passeports idéologiques ; dont la coordination se dissout allègrement le 11 décembre en chantant l'Internationale, qui, après l'assassinat de Malik, s'adresse à l'ensemble des syndicats ouvriers et déjoue par sa persévérance leurs tentatives de dérobade...

Ce que les observateurs mal intentionnés ont pris pour de l'apolitisme, c'était donc avant tout une défiance fort légitime envers les institutions et les appareils, un rejet de la droite sans adhé-

sion à une gauche qui a déçu. Cette saine défiance s'est exprimée notamment dans la crainte de la récupération ou de la manipulation. Rappelons à ce propos que la notion de manipulation fut un des concepts clefs de 1968.

Or, la récupération, ce n'est pas la politique, c'est la politique masquée, celle qui ne dit pas son nom. Récupération et manipulation impliquent une idée d'extériorité et d'exploitation. La récupération, c'est l'autofélicitation unanime de la droite après le retrait de la loi, comme si Devaquet seul en avait jamais porté la responsabilité ; c'est l'interview de Mitterrand par Elkabbach ; c'est la sourde guéguerre des directions syndicales.

La presse a mis volontiers l'accent sur l'habileté des militants révolutionnaires à épouser les formes et les rythmes du mouvement, comme s'il s'agissait de sombres manœuvres.

En réalité, il n'y avait besoin ni de manœuvres ni de stratagèmes dans ce mouvement. Nous y étions chez nous, comme un poisson dans l'eau. Le mouvement avait déterminé un but, le retrait de la loi ; il prenait l'initiative et gagnait face au pouvoir par la force de sa sincérité. Il parlait vrai et clair face à un gouvernement duplice et provocateur. Nous nous reconnaissions dans les formes démocratiques du mouvement, non par habileté, mais par conviction essentielle : des assemblées souveraines, des délégués élus et révocables, des mandats clairs et contrôlables. Quoi de plus simple ?

Les pisse-copie de la presse bien-pensante, au contraire, n'ont cessé de se contredire. Ils applaudissaient d'abord le mouvement pour rejeter les éléments organisés et les sigles politiques. Curieux démocrates, pour qui la démocratie, dès qu'elle déborde des enceintes parlementaires, devrait exclure le pluralisme. Pour nous, au contraire, la démocratie directe, qui garde la souveraineté du peuple assemblé et

contrôle les mandataires, ne vit que du pluralisme et de la libre confrontation des propositions et des courants, dans le respect commun de la décision prise.

Ensuite, les mêmes, faisant écho aux propos de Monory, regrettent la marginalisation des modérés (symbolisée par la non-élection d'Isabelle Thomas au bureau de la coordination) et la montée des « radicaux » (notamment de la LCR et des JCR). L'analyse vaut ce que valent leurs principes : en réalité, ils ne sont ni pour ni contre l'existence et l'expression de courants organisés dans un mouvement démocratique. Ils sont seulement pour davantage de courants « modérés » et moins de courants « radicaux ».

Les « huit erreurs » du mouvement étudiant relevées par *L'Événement du jeudi* (sans la moindre prétention, bien sûr, de donner des leçons aux petits jeunes...) expriment de manière condensée ce qui séduisait et faisait peur, et au prix de quelles contradictions. Il suffit de lire à l'envers les « huit erreurs » pour découvrir au contraire ce qui a fait la force et la réussite du mouvement (*cf.* ci-après « Les 8 fautes de la coordination étudiante »).

Au bout du compte, les doctes commentateurs s'accordent à relever que cette jeunesse pousse un peu trop loin cet amour au premier abord si louable de la démocratie. Non seulement elle donne à la démocratie un contenu social de liberté, d'égalité et de solidarité, mais en outre elle refuse la délégation de pouvoir. L'ex-gauchiste théorique J.-F. Lyotard, métamorphosé par ses méditations sur le sublime chez Kant, s'inquiète à l'idée que la rue puisse faire à nouveau la loi (*Le Matin*, 12 décembre 1986). Le chroniqueur de *L'Événement*, plus explicitement encore, voit poindre derrière la prise de la Bastille universitaire le spectre de la Terreur sans-culottes. Un affaiblissement des structures représentatives vidées de leur

fonction par le 49.3, les subtilités de la cohabitation, des syndicats trop usés pour jouer le rôle de courroie ou d'amortisseurs : « Tout est en place pour que fonctionne en France cette caricature de démocratie qu'est la démocratie directe. » Comme si la démocratie représentative, *a posteriori* dans sa version V^e République, n'était pas à sa manière une caricature poussée de démocratie !

Quant à Jack Lang, décidément fermé à ces questions de démocratie, il n'a voulu voir dans l'autodissolution de la coordination étudiante qu'un acte « esthétique », une sorte de grandiose suicide collectif une fois la mission accomplie.

Il s'agit pour nous, là encore, d'une question de démocratie ; un organe élu pour un but précis, dans le cadre d'un mouvement mobilisé, ne saurait perpétuer sa prétention à le représenter une fois le but atteint et le mouvement démobilisé : à nouvelle phase de la lutte, nouvelles formes de représentation et nouveaux mécanismes de contrôle démocratique.

On a fini par étiqueter le mouvement de la jeunesse comme moral, par opposition aux mouvements de 1968 qui auraient été utopiques. Un philosophe universitaire a largement développé l'idée dans *Libération*. Bizarre et insolite jeunesse : « Ils ne rêvent pas ; ils ne veulent rien... Ils ne se battent pas pour, ils se battent plutôt contre ^{1/}. » Attendons encore un peu. On verra bien.

La morale contre l'utopie

En attendant, va pour la morale... Pourquoi pas ? Un siècle qui a déjà connu rien moins qu'Hiroshima, Auschwitz et le Goulag, un siècle où « le pire n'est jamais sûr », certes, mais toujours possible, ce siècle a besoin de moraliser

^{1/} « La Morale sans l'utopie », par A. Comte-Sponville, *Libération*, 9 décembre 1986.

la politique. Plus exactement, la morale y est une dimension vitale de la politique, pour éviter que l'horreur quotidienne ne devienne fait divers. Et conjuguer liberté et justice, pour la première fois peut-être, est une ambition hautement politique.

S'il y a crise de l'utopie, c'est de l'utopie des temps prospères, l'utopie facile du « tout, et tout de suite ». Le regard portera peut-être moins loin, mais pour se faire plus précis, pour viser au réellement possible.

Ni rêve ni projet, dit le philosophe ? Pourtant, le mythe libéral a pris en quelques semaines un terrible coup de vieux. Qu'annonce donc ce soulèvement antilibéral, qui réaffirmait des valeurs égalitaires et solidaires ?

La gauche au gouvernement a enterré ses propres promesses de « changement » : ni socialisme ni démocratie avancée. Elle n'annonce plus qu'un libéralisme social, opposé à un libéralisme sauvage. Le même colloque du PS sur l'emploi qui saluait la victoire des étudiants contre la loi Devaquet bricolait remèdes et potions contre le chômage, qui sont autant de petites lois Devaquet contre les travailleurs. Logique : à main-d'œuvre flexible, formation flexible ; à petits boulots, petits diplômes ; à société à deux ou plusieurs vitesses, université sélective...

Si le gouvernement libéral fait la « pause » de ses réformes de société, le Parti socialiste est en panne de projet de société. Rocard, en manque de crédibilité autogestionnaire, baratine sur la « société interactive » du Minitel et des télécommunications, dont la seule réalité serait de renforcer la démocratie directe qu'il refuse. Chevènement ne voit de réponse au libéralisme que dans la résurrection de la République.

Jeu dangereux. Il peut arriver avec la République ce qui est arrivé avec la démocratie : que

la nouvelle génération ne se contente pas plus de la République de Jules Ferry que de la démocratie de Clémenceau ; qu'elle entende par République celle des origines, de la subversion révolutionnaire, dont la commémoration officielle du bicentenaire préparait simplement l'enterrement définitif.

Et c'est bien le dernier défi en puissance dans le mouvement de la jeunesse. À tant le dire moral et non utopique, civique et apolitique, on veut lui nier toute dimension historique, le ramener au pur instant de sa colère, sans passé ni avenir. Un mouvement à l'image des modes, du jetable, du mouchoir en papier.

Il arrivera à ce culte de la modernité sans racines ce qui est arrivé au culte libéral. L'histoire se ressaisira de la morale. La mémoire des luttes brisera la réconciliation des grandes commémorations unanimes. La tradition vivante se dressera contre les nostalgies morbides. Le présent réveillera une fois encore le passé.

Car cette grande lutte de la jeunesse a tout simplement remis en lumière la contradiction de plus en plus explosive entre le développement de la connaissance et des capacités sociales, d'un côté, et la perpétuation de rapports de propriété et de cadres étatiques dépassés, de l'autre.

La maîtrise d'énergies et de découvertes scientifiques, dont les conséquences engagent l'avenir à long terme de l'humanité et débordent toutes les frontières nationales, ne se conçoit pas sous la domination d'intérêts privés et de cadres étroitement nationaux.

De même, les possibilités de développement de la connaissance et de l'éducation sont de moins en moins compatibles avec la perpétuation de la division du travail actuellement en vigueur et de la loi du marché. Comment planifier la formation et définir les orientations, si la production elle-même est soumise à la loi

aveugle du marché? Comment répondre aux mutations technologiques et aux besoins de formation permanente qu'elles engendrent, si la division du travail bloque la formation à l'amont de la «vie active» en donnant une formation et une spécialisation quasi définitives, et exclut à

l'aval la force de travail usée, vouée à une «retraite» dont la société assume de plus en plus mal la charge financière?

Pour aller droit au but, le conflit entre les possibles développements des forces productives et la reproduction des rapports capitalistes de

production arrive à nouveau à un point de rupture.

Une nouvelle génération politique est apparue, comme il en surgit tous les vingt ans peut-être. Il y avait celle de la guerre et de la Libération, celle de la guerre d'Algérie et de ●●●

Pasqua Charles

La jeunesse, un soir de décembre, dans les fumées des lacrymogènes, a découvert la pittoresque figure du ministre de l'Intérieur. Il mérite d'être mieux connu.

► Né en 1927, à Grasse, dans une famille aux solides racines corses, d'un père brigadier-chef de police.

Il fait ses armes de jeune résistant dans sa région natale. Ensuite, fidélité indéfectible à de Gaulle et au gaullisme.

► Après la guerre, abandonne ses études de droit, se consacre à divers petits boulots. En 1952, embauché par Paul Ricard, il monte rapidement dans l'entreprise dont il dirige les services commerciaux.

► À partir de là, il mène de front, et de pair, une double carrière, commerciale et politique. D'un côté, le réseau des représentants Ricard, de l'autre, les services d'ordre du RPF et le SAC. «Charles Pasqua commence à donner libre cours à son penchant pour le clanisme et pour les compagnonnages plus ou moins discrets.»

► En 1968, il mobilise le SAC; «en défense de la République» et y compris pour sa propre campagne électorale. «Juste une épopée de nervis un peu voyante: des truands marseillais membres du SAC et armés jusqu'aux dents montent à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) assister Charles Pasqua dans sa campagne législative de juin 1968. Par amitié, Gérard Kappé, succes-

seur de Charles Pasqua à la tête du SAC marseillais, avait voulu trop bien faire. La police s'en mêlant, les gaullistes devront renvoyer précipitamment ces voyous dans leurs bars provençaux.»

► Son nom va être cité lors de «l'affaire Francis» patron corse des cercles de jeux parisiens, lors de «l'affaire Venturi», truand corse accusé par le FBI d'être un trafiquant de drogue, après la tuerie d'Auriol et la dissolution du SAC... Mais rien n'est retenu contre lui et il aime déclarer: «Je n'ai jamais honte de rien...»

► En 1977, il fait une entrée discrète au Sénat. En 1982, il accède à la présidence du groupe RPR du Sénat, il dirige alors la fronde antisocialiste. Plus sérieusement: «Il contrôle de près ou de loin les fédérations du mouvement», et sait se rendre indispensable à Chirac grâce à ses talents d'organisateur.

► Principale qualité: sait s'entourer d'hommes sûrs. Il assure son emprise sur l'appareil RPR et, depuis les Hauts-de-Seine, met en place des hommes dont il sait repérer le talent: Patrick Devedjian, maire d'Antony; Jean-Jacques Guillet, adjoint du maire de Sèvres; Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly; Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret; Christian Dupuy, maire de Suresnes; Jean-Pierre Schosteck, maire de Châtillon-sous-Bagneux, etc.

Devedjian et Guillet ne sont pas les seuls qu'il a recrutés à l'extrême droite. Il doit déplacer

vers Marseille Gérard Ecorcheville, «un de ses hommes de terrain les plus zélés», en conflit avec Toubon. Son émissaire en Nouvelle-Calédonie, Jean Taousson, est un ancien baroudeur de l'OAS, présent aux côtés de Pierre Lagailarde sur les barricades d'Alger en 1960, aujourd'hui «chargé de missions» à son cabinet. À son cabinet également: Bruno Tellenne, chargé de la liaison avec les Hauts-de-Seine. On peut aussi citer Joël Gali-Papa et Alain Robert, qui vient de rejoindre le RPR en Seine-Saint-Denis, après avoir «roulé» pour lui au Parti des forces nouvelles et au Centre national des indépendants et paysans.

À ceux qui lui reprochent ces accointances trop voyantes, il réplique: «Si je les ai récupérés, c'est parce que j'ai senti chez eux une capacité de militantisme supérieure à la moyenne. Les soldats se reconnaissent entre eux.»

► Ses ambitions: en tant que ministre de l'Intérieur, elles sont assouvies, c'était la «reprise en main de la police», et la «réforme électorale»; au cas où Chirac deviendrait président, «il se verrait bien en charge de l'industrie, du commerce, de l'armée ou des affaires étrangères, avec une prédilection particulière pour l'Afrique ou l'Asie!».

Les informations et citations sont extraites de l'article de Philippe Boggio et Alain Rollat: «La légende de Don Pasqua» (*Le Monde* du 6 décembre 1986).

●●● 1968. En voici une autre, qui signe sa naissance d'une victoire et invente son langage.

Le gouvernement s'y est trompé, mais il reviendra à la charge. Car son projet est profond et tenace. Il répond aux besoins de la bour-

geoisie d'infliger une défaite historique au mouvement ouvrier.

Pour le mettre à nouveau en échec, il faudra une double jonction : entre la jeunesse et le mouvement ouvrier, et entre l'expérience de la nou-

velle génération et celle de la précédente. Cette double jonction est amorcée. Non sous le signe de la leçon ou de la fausse humilité, mais sous celui du respect et du dialogue.

Il en renaîtra une force nouvelle.

Les huit fautes de la coordination étudiante

Jusqu'au 2 décembre la direction informelle du mouvement étudiants-lycéens a su gérer avec beaucoup d'intelligence un immense phénomène de masse. Ensuite, en revanche, elle a commis quelques fautes.

Les 2 et 3 décembre, sous prétexte de méfiance viscérale à l'égard de la vedettarisation, les représentants lycéens et étudiants mettent sur la touche un certain nombre de leaders aguerris et avisés et les remplacent par des nouveaux venus dont certains cachent, sous des dehors apolitiques, une solide carrière de militants d'extrême gauche.

Pour la manifestation du 4, cette coordination se laisse imposer, par une base largement chauffée à blanc par des trotskistes, une stratégie complètement irréaliste. Les jeunes sont invités à rester sur l'esplanade des Invalides jusqu'à ce que le gouvernement ait fait savoir qu'il retirait purement et simplement la loi Devaquet. Pas de négociation possible.

Lorsque, comme prévu, les délégués apprennent à la foule que la loi n'est pas retirée, rien n'est prévu pour endiguer sa colère ou calmer sa déception. Le concert prévu s'est évaporé dans la nature et les dirigeants ont complètement disparu.

Le vendredi 5, en l'absence de tout mot d'ordre cohérent et de toute organisation structurée, se multiplient des manifestations spontanées, sans but, sans objectif. Pendant ce temps-là, la coordination discute...

Le vendredi soir, après l'intervention de Monory, alors que le mouvement des jeunes aurait eu toutes raisons de proclamer sa victoire, quitte à s'organiser pour la parfaire, la coordination encourage, par ses réactions, le sentiment qu'il s'agit d'une défaite. Au risque de favoriser toutes les réactions de dépit et de rancœur.

En riposte à la mort d'un étudiant, une manif silencieuse est organisée au départ de la Sorbonne. Elle n'est absolument pas encadrée. D'autant que, dans la soirée, tous les délégués étudiants et lycéens sont réunis à Jussieu. Les loubards et les provocateurs d'extrême droite peuvent donc s'en donner à cœur joie. On connaît la suite...

En appelant les syndicats ouvriers à se joindre à la contestation lycéenne-étudiante et en réclamant une journée de grève générale, la coordination prenait le risque de changer la nature du mouvement tout en ne mobilisant qu'une minorité des salariés.

Après le retrait de la loi Devaquet, en maintenant son mot d'ordre de grève générale et de manifestation, la coordination risquait de s'isoler des syndicats qu'elle avait appelés à la rescousse et de se retrouver avec la seule CGT. Elle a heureusement corrigé le tir en donnant à la démonstration de mercredi un aspect de recueillement.

Cette prose édifiante est extraite de *L'Événement du jeudi* du 11 décembre 1986.

Critique communiste, n° 59,
janvier 1987